Il en restera toujours quelque chose ? Solder les comptes de la rumeur du XV^e corps

Jean-Yves Le Naour

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5606>

DOI : 10.4000/cdlm.5606

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 253-263

ISBN : 2-914561-53-2

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jean-Yves Le Naour, « Il en restera toujours quelque chose ? Solder les comptes de la rumeur du XV^e corps », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 81 | 2010, mis en ligne le 15 juin 2011, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5606> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5606>

Il en restera toujours quelque chose ? Soldier les comptes de la rumeur du xv^e corps

Jean-Yves LE NAOUR

Le 24 août 1914, alors que la bataille des frontières est perdue et que le pays est envahi par les armées allemandes, le sénateur de la Seine Auguste Gervais fait paraître un article accablant pour les troupes provençales. Sous le titre « La vérité sur l'affaire du 21 août. Le recul en Lorraine », il désigne les vrais responsables de la retraite en accusant directement les Provençaux de lâcheté : « Une division du 15^e corps, composée de contingents d'Antibes, de Toulon, de Marseille et d'Aix, a lâché pied devant l'ennemi »¹. C'est évidemment le début d'une querelle qui secoue profondément la Provence et ses parlementaires et qui ébranle l'atmosphère d'Union sacrée. Gervais aura beau s'excuser, reconnaître qu'il a écrit son article sur commande du ministre de la Guerre, Adolphe Messimy, lui-même débarqué du gouvernement lors du remaniement du 26 août 1914, rien n'y fera. « L'affaire du 15^e corps » a véritablement empoisonné la Grande Guerre et toutes les dénégations n'ont pas réussi à stopper une rumeur infâme qui s'est fatalement répandue parce qu'elle épousait des représentations déjà fortement ancrées sur la valeur des Tartarins du Midi. Il n'est pas question ici de faire l'histoire de cette rumeur déjà bien connue², mais de s'intéresser à la façon dont, après-guerre, les Provençaux ont tenu à en solder les comptes. Tant que la guerre a duré, effectivement, il n'a pas été possible d'ouvrir la question de la responsabilité et des origines de cette rumeur, union nationale oblige. « On s'expliquera plus tard », avait écrit *Le Petit Var*,

1. *Le Matin*, 24 août 1914, « La vérité sur l'affaire du 21 août ».

2. Celle-ci a été étudiée et réfutée avec passion par Jules Belleudy, *La légende du xv^e corps d'armée*, Avignon, François Seguin, 1916 ; et *Que faut-il penser du xv^e corps ?*, Menton, Imprimerie coopérative, 1921. Georges Liens est le premier historien à reprendre le dossier de cette affaire en l'inscrivant dans une perspective plus large, « Le stéréotype du Méridional vu par les Français du Nord de 1815 à 1914 », *Provence Historique*, t. XXVII, octobre-décembre 1977, p. 413-431. Qu'il nous soit permis ici de citer également nos travaux : « La Faute aux "Midis". La légende de la lâcheté des Méridionaux au feu », *Annales du Midi*, octobre-décembre 2000, p. 499-515 ; « Marseille 14-18. La culpabilité d'une ville en guerre », dans Philippe Chassaing et Jean-Marc Largeaud (dir.), *Villes en guerre*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 208-217 ; et *Marseille 1914-1918*, Paris, Qui Vive éditions, 2005. Maurice Mistre-Rimbaud, enfin, reprend le ton militant de Belleudy dans *Des républicains diffamés pour l'exemple. La légende noire du xv^e corps d'armée*, Paris, Éditions maçonniques de France, 2004. Réédité en version augmentée sous le titre *La Légende noire du 15^e corps. L'honneur volé des Provençaux par le feu et l'insulte*, Saint-Michel l'Observatoire, C'est-à-dire éditions, 2009. À noter la parution prochaine, en 2011, aux éditions Vendémiaire de la synthèse la mieux documentée sur ce sujet.

le 26 août 1914 ; « Nous sommes assez patriotes pour nous taire en ce moment », poursuivait *Le Cri de Marseille* le 30 janvier 1915, et tout le Midi, serrant les dents sous les injures, a attendu la victoire pour faire éclater la vérité. Il lui faudra cependant bien vite déchanter car la France triomphante fait la sourde oreille aux récriminations régionales que les parlementaires ne relaient de toute façon que très mollement, pour ne pas troubler l'unité nationale retrouvée. La lassitude, la volonté de tourner la page sont telles que le Midi hésite lui-même entre ruer dans les brancards, oublier et cultiver le souvenir douloureux d'une guerre qui fut plus dure encore pour ceux qui ont dû combattre tout en étant insultés.

« Continuer à se taire serait une trahison »

Face aux accusations, il y a toujours eu deux attitudes : protester, au risque de renforcer la polémique, ou se taire et se battre avec entrain, en considérant que rien ne vaut l'exemple pour faire mentir la rumeur. La première ayant été rendue impossible par les consignes du ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, à la censure, en février 1915, il n'est plus resté aux Provençaux que la seconde. La guerre terminée, il est désormais possible d'exiger toute la lumière sur l'affaire du 15^e corps et le châtimement des coupables qui ont causé tant de mal au Midi.

Dès le 6 octobre 1914, le conseil général des Alpes-Maritimes demande officiellement une enquête pour réhabiliter les soldats provençaux et identifier les responsables de « la calomnie qui les a frappés par derrière »³. Mais il est trop tôt et les élus locaux doivent ronger leur frein. En 1919, le retour des régiments, fêté en grande pompe, donne l'occasion de féliciter les valeureux poilus, de rappeler l'injustice dont ils ont été victimes et de réclamer réparation. Dans son appel à la population pour qu'elle vienne célébrer les vainqueurs, le maire de Marseille n'oublie pas la dimension réparatrice d'une réception qui se doit d'être grandiose :

Marseille tout entière, en saluant les étendards victorieux des régiments du 15^e corps, voudra rendre un hommage solennel à tous ceux qui ont combattu sous leurs plis. [...] Elle voudra aussi les venger des insinuations calomnieuses que la conscience publique a flétries depuis longtemps et dont les citations à l'ordre du jour de nos plus grands chefs ont fait largement justice. Vive le 15^e corps ! Vive Marseille ! Vive la France !⁴

Le dimanche 7 septembre, comme prévu, l'accueil des soldats du pays tient du délire dans la cité phocéenne mais, derrière la joie et l'enthousiasme, il y a toujours cette vieille douleur qui empêche de se réjouir totalement :

C'est pour elle [la patrie] que vous avez affronté la mort, clame le maire dans son discours. C'est pour elle que vous avez fait plus encore, que vous avez supporté sans répondre autrement que par un redoublement d'héroïsme et de vaillance, ces calomnies que, dans les jours noirs d'août 1914, l'égarement de certains Fran-

3. Paul Isoart, « Nice et la guerre de 1914-1918 : Semailles sanglantes et lieux de mémoire », *Nice historique*, octobre-décembre 1988, p. 135-154, p. 147-148, p. 144.

4. « Les fêtes de dimanche », *Le Petit Marseillais*, 5 septembre 1919.

çais avait déversé sur vous, calomnies contre lesquelles tous les représentants de Marseille et de la Provence ont protesté sans relâche jusqu'à ce que justice vous soit rendue. Marseille est fière de vous !⁵

À Nice, de même, on n'arrive pas à passer sous silence la vieille blessure que l'on ne cesse d'exorciser en vantant l'héroïsme des hommes : « Je tiens toutefois à proclamer hautement, affirme le général Goiran, la belle réputation des soldats du Midi et des corps de la xv^e région, que des plumes perfides ont essayé vainement de ternir »⁶. Mais dans le Var, les discours d'hommage s'accompagnent de diatribes incendiaires contre la rumeur. C'est dans la modeste commune de Pierrefeu que tout commence, le 6 juillet 1919, à l'occasion d'une grande fête en l'honneur des soldats. On inaugure une place du 15^e corps, et on lance des imprécations contre les diviseurs du pays que relaie *Le Petit Var* en menant campagne pour une réparation morale durant tout le mois de juillet 1919. « L'heure est venue de s'expliquer », tonne le quotidien, qui réclame « le châtiment de celui qui en face de l'envahisseur voulut diviser le pays [...]. Il y a là un crime contre la patrie, nous avons le droit et nos élus ont le devoir d'en exiger le châtiment »⁷.

C'est évidemment d'Adolphe Messimy qui a inspiré l'article du sénateur Gervais dont *Le Petit Var* veut parler. Mais ni les parlementaires ni le gouvernement ne veulent conduire un ex-ministre devenu général en justice car, loin de contenter le Midi, on verrait sans aucun doute ressurgir la haine au cours du procès et il n'est pas sûr que le 15^e corps en sortirait disculpé. Pourtant, en dépit de cette conspiration du silence, le 15^e corps s'invite fortuitement dans les débats de la Chambre, le 19 octobre 1919, au cours de l'examen de la loi d'amnistie. C'est le socialiste Pierre Renaudel qui, en défendant les mutins de la mer noire, allume subrepticement la mèche. En effet, au procès des marins français qui ne voulaient pas combattre la Russie soviétique, le capitaine de frégate Carné a présenté les mutins comme « méridionaux pour la plupart » avec cet ensemble de qualités qui leur est propre : paresseux, peureux, illettrés, criards, aucune discipline ni esprit militaire et pas plus de courage. « C'est un langage abominable », s'étrangle Jacques Stern, député des Basses-Alpes⁸. Le ministre de la Marine, Georges Leygues, prend alors la parole pour apprendre aux représentants de la nation qu'il a rappelé l'officier insulteur à ses devoirs, avant de se lancer dans une apologie des soldats du Midi :

Je ne tolérerai aucune parole blessante à l'adresse de qui que ce soit et en particulier à l'égard d'une région qui n'a rien à envier aux autres régions de la France pour le patriotisme et la bravoure. (Très bien ! Très bien !). [...] L'abominable légende contre le 15^e corps est un crime. (Très bien ! Très bien !). Des accusations aussi fausses, aussi outrageantes, seraient de nature à dresser les anciennes provinces les unes contre les autres et à compromettre l'unité nationale. (Applaudissements). Il est faux que le 15^e corps n'ait pas eu au front la tenue des autres corps d'armée. Les hommes du midi comme ceux du Nord, du Centre, de l'Est, de l'Ouest sont

5. « Retours glorieux », *Le Petit Marseillais*, 8 septembre 1919.

6. « Le retour triomphal », *Le Petit Niçois*, 24 septembre 1919.

7. Cité par Maurice Mistre-Rimbaud, *La légende noire du 15^e corps*, op. cit., p. 199.

8. *JO*, séance du 18 octobre 1919, p. 5203.

des Français. Leur sang est de même couleur, aussi chaud que le sang des autres Français. (Très bien ! Très bien !) Nos soldats ont des traits de caractère différents mais ils ont tous la même foi patriotique, même fermeté, même bravoure. [...] Le 15^e corps est digne de notre reconnaissance et de notre admiration. [...] le 15^e corps a fait brillamment son devoir ; il a bien mérité de la nation. Le pays entier le sait. Puisse ce témoignage effacer les souffrances morales que lui infligèrent si longtemps l'injustice et la légèreté⁹.

Voilà effectivement les douces paroles que le Midi attendait. Elles sont suivies par celles du président de la République, en visite à Nice le 5 avril 1920 et qui, s'adressant à la population sur la place du 15^e corps, fraîchement baptisée par la municipalité un mois plus tôt, « salue cette incomparable ville de Nice dont le nom signifie victoire et le beau département des Alpes-Maritimes qui, en donnant à l'armée française le glorieux 15^e corps, ont puissamment contribué à sauver la France et le droit »¹⁰. La légende infâme a-t-elle définitivement vécu, comme le prétend *Le Petit Niçois* le lendemain ? Ce qui est certain, c'est que les Méridionaux ont obtenu satisfaction sur le plan moral et il ne leur reste plus qu'à s'efforcer d'oublier, parce qu'ils ne peuvent rien faire d'autre. Ce n'est pas assez pour certains anciens-combattants qui ne veulent pas se contenter d'une tirade improvisée à la Chambre ou d'une gentille phrase au milieu d'un long discours. Il leur faut une déclaration officielle, solennelle, et le châtiment de Messimy. Pour l'obtenir, une grande manifestation a lieu à Nice à l'initiative des anciens-combattants des Alpes-Maritimes, le 2 octobre 1921. « Continuer à se taire serait une trahison », y affirme l'organisateur, Paul Bernard, qui fait acclamer les noms d'Auguste Odde et de Joseph Tomasini, fusillés innocents et réhabilités du 15^e corps¹¹. Le 5 octobre, impressionné par l'unité des anciens-combattants, le conseil général des Alpes-Maritimes vote à nouveau un vœu demandant une enquête pour faire la lumière sur l'affaire du 15^e corps. Le préfet transmet alors au ministre de la Guerre, Louis Barthou, qui répond aux élus par la négative, le 22 décembre : « Il m'apparaît qu'une enquête est absolument inutile sur des faits établis et attestés par les autorités les plus hautes »¹². Et Barthou a beau jeu de rappeler que le ministre de la Marine en 1919, le président de la République en 1920, ont déjà fait justice de la calomnie. Le gouvernement estime que la chose est jugée et qu'il est temps de tourner la page au lieu de ressasser les vieilles frustrations. Alexandre Millerand, de passage à Aix-en-Provence et invité à prendre la parole sur la réparation de l'injustice faite aux Méridionaux, le 8 mai 1920, avait déjà tenu ce discours : « Beaucoup d'autres avant moi ont rendu au 15^e corps l'hommage qui lui est dû. Je suis heureux de le faire une fois de plus. C'est une question qui ne peut plus être posée »¹³. La question ne sera donc pas posée et il faudra bien oublier les humiliations ou continuer à vivre avec.

9. *Ibidem*.

10. « Réparation », *Le Petit Niçois*, 5 avril 1920.

11. Comité des Alpes-Maritimes de la Ligue des chefs de section et soldats combattants, *À la gloire du Midi et du 15^e corps*, Nice, Imprimerie de *L'Eclaireur de Nice*, 1924, 64 p., p. 26.

12. *Idem*, p. 41.

13. *Idem*, p. 43.

Adolphe Messimy, lui, s'en est plutôt bien sorti. Abandonnant en 1919 son uniforme de général, il reprend le complet-veston et la vie politique comme si de rien n'était. Il connaîtra cependant le purgatoire car le département de l'Ain qui l'avait élu aisément en 1914, lui joue un mauvais tour aux élections législatives de novembre 1919. C'est que les anciens-combattants de Provence n'ont pas manqué de faire appel à la solidarité de leurs camarades de l'Ain pour faire barrage à celui qui a divisé le pays. À l'origine de cette campagne contre l'ex-ministre de la Guerre, on trouve l'infatigable Jules Belleudy qui a poussé à la mobilisation des associations de vétérans méridionaux :

Poilus, agissez d'urgence, sans distinction de couleur politique, auprès des poilus de l'Ain, pour qu'ils refusent leurs suffrages à l'auteur du crime. Par lettres, démarches, affiches, efforcez-vous de rendre à la vie privée ce politicien qui non seulement vous a lancés contre l'artillerie allemande, mais encore vous a accusés d'avoir lâché pied devant l'ennemi. Dix mille des vôtres sont tombés à Dieuze : vengez-les !¹⁴

L'appel a été entendu puisqu'au soir du 16 novembre 1919, Messimy reste sur le tapis, battu. Après quatre années de désœuvrement, il parvient toutefois à retrouver un siège au Sénat, en 1923, avec l'avantage de ne pas repasser devant le suffrage universel. Mais pour entrer dans la commission de l'armée, l'ex-ministre de la Guerre connaît les pires difficultés : son groupe politique refuse de le soutenir tant qu'il ne se sera pas expliqué sur l'affaire du 15^e corps qui, sept ans après les faits, refait surface.

Le 29 novembre 1923, Messimy comparaît donc devant un aréopage de sénateurs plutôt hostiles. Louis Tissier du Vaucluse attaque avec véhémence en rappelant que Gervais, dans un article paru après sa mort¹⁵, a soutenu qu'il n'avait pas écrit l'article mais qu'il s'était contenté de le signer. Messimy dément avec énergie, assuré que le sénateur de la Seine, décédé depuis 1917, ne viendra pas le contredire :

Je tiens d'abord à opposer le démenti le plus formel et le plus catégorique aux assertions de M. Louis Tissier. L'article du *Matin* qui incrimine le 15^e corps est de la première à la dernière ligne de la plume de M. Gervais. [...] Les renseignements qu'il contenait lui avaient été donnés par le général Ebener, alors chef d'état-major de l'armée, son camarade de promo et intime ami, et je n'avais fait que les lui confirmer. Gervais et Ebener sont morts. Je dois reconnaître – et il serait indigne de moi de n'en pas faire la déclaration sans ambages – que l'article de M. Gervais m'a été communiqué en temps utile par mon service de presse, alors embryonnaire et en voie de formation. Dans quelles circonstances cette communication a-t-elle eu lieu ? C'était à la fin août où les nouvelles, très incomplètes, venant en tous points de la frontière, fondaient sur le ministère de la Guerre comme une véritable avalanche. Mais puisque j'ai lu cet article et qu'après l'avoir lu j'en ai autorisé la publication, il serait oiseux de ma part de contester que j'ai dans cette publication une large part de responsabilité, oiseux plus encore de rechercher quelle est la proportion de celle-ci incombant à un collègue charmant, aujourd'hui mort, et à moi-même qui suis devant vous.

14. Paul Isoart, « Nice et la guerre de 1914-1918... », art. cit., p. 148.

15. « La légende infâme », *Le Radical*, 4 septembre 1919.

Sur le fond, la panique du 15^e corps, Messimy persiste et signe tout en la relativisant habilement pour ne pas incommoder les sénateurs de la région et en renvoyant la balle dans le terrain de Joffre :

Qu'il se soit produit quelques défaillances dans les troupes du 15^e corps, cela est plus que probable, mais il est également hors de doute qu'il y en a eu d'analogues à peu près dans tous les corps d'armée sans exception, lorsque nos régiments furent lancés au feu, en masse, suivant les procédés d'une tactique surannée, folle et inutilement meurtrière. Le GQG, à cette époque, a essayé de rejeter les échecs sur les fautes et les défaillances des exécutants : le 15^e corps ayant été le premier engagé s'est trouvé le premier victime de ces explications par trop simplistes d'un commandement lointain qui voulait ignorer la puissance de feu des mitrailleuses et de l'artillerie lourde.

Pour finir, après avoir émis un « profond et très douloureux regret », Messimy rend un vibrant hommage aux troupes du Midi dont il a eu la chance de commander certaines unités :

Je tiens surtout à affirmer que toute tentative de dresser une fallacieuse échelle du courage et de l'héroïsme est aussi contraire à l'intérêt de la nation qu'à la vérité même. Que les représentants du 15^e corps d'armée ici présents veuillent bien rapporter l'hommage fraternel et l'admiration d'un soldat et d'un chef qui les a vus à l'œuvre, aux combattants originaires de la Provence et du comté de Nice¹⁶.

Au total, Messimy a reconnu sa culpabilité, mais une culpabilité atténuée comparée à celle du sénateur Gervais et du général Ebener, et plus encore à côté de celle du général Joffre qui a couvert l'échec de son plan de campagne en accusant le 15^e corps. L'explication serait convaincante si l'ex-ministre de la Guerre ne se dédouanait en accusant deux morts qui ne pourront pas se défendre ni répliquer. Les absents ont toujours tort ! Dans ses mémoires, Messimy continuera toutefois à accuser les Méridionaux de lâcheté :

En fouillant dans les archives du GQG, les chercheurs malveillants trouveront à coup sûr des documents peu élogieux pour la tenue au feu de certaines troupes du 15^e corps. J'en ai sous les yeux d'indubitables que je ne mentionnerai pas ici¹⁷.

En 1937 encore, Messimy n'en démordait pas : les soldats méridionaux s'étaient mal comportés à la bataille de Lorraine.

Joffre, que Messimy a mis en cause sans le nommer devant ses collègues du Sénat, le 29 novembre 1923, s'en est mieux sorti encore. Jamais il n'a été mis en cause, à aucun moment la presse où les parlementaires n'ont pointé son insuffisance et son souci de se disculper en faisant porter la responsabilité de l'échec de son plan de campagne à la mauvaise exécution d'un corps d'armée en particulier. Comment oser accuser le « vainqueur de la Marne » ? Et pourtant c'est bien sur ses épaules que pèsent les responsabilités les plus lourdes : c'est lui qui, au soir de la défaite en Lorraine a averti Messimy que la bataille avait été perdue à la suite du manque de courage des Provençaux. Messimy, finalement, ne fut victime que

16. Archives Nationales, 509 AP 7, archives privées Messimy.

17. Adolphe Messimy, *Mes souvenirs*, Paris, Plon, 1937, p. 356.

de son emportement en commandant aussitôt un article à son ami Gervais. Décédé en 1917 dans un accident de la route, ce dernier ne pourra pas apporter son témoignage et sa version de l'affaire.

« Il n'y a jamais eu de mésentente entre le Nord et le Sud »

Éloigné du terrain des opérations, coupable d'un péché géographique qu'on lui renvoie sans cesse à la figure, le Midi, dont les calomniateurs soupçonnent le patriotisme, n'a jamais réagi à la rumeur en questionnant son attachement national parce que celui-ci lui était évident. Mais, dès lors que la censure de Millerand, à partir de février 1915, lui a interdit de se défendre, il lui a fallu inventer une nouvelle façon de prouver que le Midi était bien en France, sans alimenter la polémique. Le 22 février 1915, le journaliste Faber, du *Petit Marseillais*, a trouvé le moyen de se venger positivement de la calomnie : sur le modèle des mairies de guerre, il propose que les villes du Midi adoptent les cités du nord, quand elles seront libérées, et participent à leur reconstruction, prouvant ainsi que les Français ne forment qu'une seule et même famille, solidaire et unie, n'en déplaise aux colporteurs de la haine. Après la constitution du comité « La Provence pour le Nord », en avril, une souscription est ouverte qui rassemble 300 000 francs dès septembre 1915¹⁸. Derrière cette manifestation de fraternité, il y a bien une dimension réparatrice : « Puisse notre Provence répondre noblement aux injustes attaques », écrit la veuve de Frédéric Mistral en joignant son obole au comité¹⁹. *Le Bulletin des réfugiés du Nord* ne s'y trompe pas en parlant de « jolie vengeance » du Midi contre la rumeur lancée par *Le Matin* : « Oui, on a calomnié le Midi et cela lui a été au cœur. Il en a assez et il réclame justice. [...] Ce serait si beau qu'il partage avec nous, comme un grand frère, ce que la guerre, à lui, ne lui a pas pris »²⁰.

En octobre 1918, Marseille montrera l'exemple en adoptant comme filleule la ville d'Arras, très éprouvée, lui apportant la somme de 900 000 francs pour l'aider à sa reconstruction. En remerciement, le nom de Marseille sera donné à une place de la cité artésienne, et celui de Provence à une avenue. Accueillis avec enthousiasme, les représentants de la cité phocéenne sont fêtés comme le messie, le 26 août 1919. Des banderoles « Honneur à la Provence » et « Salut à Marseille » ornent la ville en ruine mais, en dépit des bonnes volontés, les préjugés persistent. *Le Lion d'Arras* qui se fait lyrique croit être aimable en décrivant ainsi la généreuse Marseille :

Assise dans l'or du Levant, au bord de la mer toujours bleue, adossée aux montagnes toujours vertes, elle est bien reine dans la patrie de la lumière. [...] Ce n'est pas la cité de nonchalance et de plaisir qu'on rencontre ça et là au hasard du Midi brûlant²¹.

Le Midi brûlant et nonchalant ne relèvera pas et suivra l'exemple marseillais en adoptant des communes martyres et dévastées. Pour exemple, Arles adoptera

18. Sur le détail de cette initiative, Jean-Yves Le Naour, *Marseille 1914-1918, op. cit.*, p. 115-120.

19. « L'âme vivante de Mistral », *Le Petit Marseillais*, 30 avril 1915.

20. « La jolie vengeance », *Bulletin des réfugiés du Nord*, 10 avril 1915.

21. « Marseille », *Le Lion d'Arras*, 24 octobre 1918.

Herpy, Mons-en-Laonnois sera pris sous la protection d'Aix-en-Provence, Saint-Rémy-le-Petit deviendra filleul de Saint-Rémy-de-Provence. Bientôt, c'est toute la France qui suit cet exemple et, au 1^{er} janvier 1921, c'est plus de vingt millions de francs qui ont été collectés dans tout le pays pour faciliter la reconstruction du nord et de l'est. En inventant ce « marrainage », la Provence a donc montré que l'unité nationale n'est pas un vain mot et que les Français sont unis, à quelque région qu'ils appartiennent.

En 1915, déjà, *La Dépêche* professait cette unité, mise à mal par la maladresse de Messimy, en refusant de reconnaître la division abstraite entre une France du Midi et une autre du Nord :

Nous n'en connaissons qu'une [...] : la France de la tranchée, et, si les caractères sont différents, si les yeux de nos hommes de Toulouse sont noirs, si les regards de ceux de Rocroy ont la clarté bleue d'un reflet d'acier, leurs âmes, elles, ont la même couleur et communient dans un même élan de fièvre et d'abandon généreux²².

Aussi, à l'issue de la guerre, au nom de l'unité du pays, nombreux sont ceux qui, dans le Midi, répondent à l'humiliation par l'oubli en ne voulant surtout pas, comme d'autres s'y emploient, remuer les cendres mauvaises. « Oubliez le mal qui fut isolé pour ne vous souvenir que du bien qui fut presque unanime », conseille l'*Écho des réfugiés en Sud-Ouest* dans une de ses dernières éditions²³. Cette feuille parlait des multiples vexations dont les réfugiés furent victimes dans le Midi, mais ce discours pourrait convenir tout autant aux Méridionaux humiliés dans le nord et qui, après-guerre, se retrouvent coincés entre le désir d'oubli et l'obligation de se souvenir. Dans un pays ravagé par le deuil, où les morts sont trop nombreux et de toutes les régions pour que l'on puisse accuser quiconque de ne pas avoir fait son devoir, la rumeur ne peut qu'être déclinante. Dans *Le Petit Journal* du 2 avril 1922, on verra même un auteur prétendre qu'« il n'y a jamais eu de mésentente entre le nord et le sud. Celle-ci n'est heureusement qu'une plaisanterie. » Où est donc passé ce Midi antipatriote, sémitisé et antimilitariste qui menait « notre République au démembrement » comme le prétendait Barrès²⁴ ? Ce n'était qu'un fantasma que la boucherie des tranchées s'est chargée de dissiper.

De la calomnie, néanmoins, il reste toujours quelque chose. Si la haine politique et raciste de la Belle Époque est morte en 1914-1918, avec le sacrifice commun de tous les enfants de France, l'ethnotype méridional n'a pas disparu mais reprend sa forme du début du XIX^e siècle, celle du ridicule, de la paresse, de l'exagération, autrement dit celle de la domination du « milieu » que les considérations politico-raciales de la fin du siècle avaient un temps éclipsée. Le dénigrement et le ressentiment peuvent encore se donner libre cours après-guerre, mais ils ne reposent plus sur l'antagonisme irréductible que la droite nationaliste affirmait avant-guerre, vomissant le Midi rouge, latinisé et cosmopolite. On trouvera ainsi des poilus mécontents d'apprendre que les soldats méridionaux ont été acclamés

22. « Feuilles de route d'un Méridional », *La Dépêche*, 11 février 1915.

23. « Les adieux d'un Périgourdin aux réfugiés », *Écho des réfugiés en Sud-Ouest*, 1^{er} janvier 1919.

24. Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Bruxelles, Complexe, 1985, p. 331.

dans Mulhouse libérée, alors «qu'ils n'en ont pas foutu une»²⁵, et d'autres qui, apprenant qu'ils vont tenir garnison dans le Midi, vivent cette nouvelle comme une sanction²⁶. Inversement, on rencontrera des soldats méridionaux revenant de leur service militaire absolument révoltés par les brimades dont ils ont été victimes et qui le font savoir en écrivant au ministre de la Guerre pour se plaindre, le 8 juillet 1921. Affectés au 158^e régiment d'infanterie, ils ont été fort mal accueillis d'entrée : «Je connais les Marseillais, leur aurait dit le colonel Randier, ils sont hâbleurs et bruyants ; ici, au 158^e, il faudra la boucler, sinon je ne vous manquerai pas !». Le soldat Saurel affirme qu'on lui a refusé la permission de se rendre aux obsèques de sa mère et comme il en pleurait, le commandant Stoll osa lui demander : «C'est pour une mère que vous pleurez ?». Quant au capitaine Tuffeli dont le patronyme aurait dû l'incliner à moins de bassesse, il apostropha un jour un groupe de Méridionaux : «Je voudrais tous vous voir sur les bancs des assises ou de la correctionnelle». Deux jours avant leur démobilisation, le colonel Randier les rassembla pour les féliciter en ces termes : «Vous êtes la plus sale classe qui soit passée sous les drapeaux». Sommé de s'expliquer par le ministère, le commandant du régiment démentira les «propos tendancieux» de soldats qui veulent sans doute régler des comptes, et rectifiera les paroles qu'on lui prête : «Je connais les Marseillais, ils sont bruyants et bavards, mais ce sont de braves garçons»²⁷. Il ne sera donc pas puni. En attendant, qu'on imagine l'enfer vécu par les soldats du Midi sous la direction d'un tel individu. Le dénigrement est parfois aussi dur à vivre que le racisme.

De la honte à l'héroïsme

Le racisme, à vrai dire, peut survivre, mais à la marge, comme sous la plume d'un Céline dont le discours, en 1938, ne se différencie en rien d'un Gaston Méry ou plutôt d'un Édouard Drumont, quatre décennies plus tôt :

La partie non celtique de la France cause et pontifie. Elle donne au pays ses ministres, ses vénérables, ses congressistes hypersonores. C'est la partie vinasseuse de la république, la méridionale, profiteuse, resquilleuse, politique, éloquente, creuse²⁸.

En 1942, cet admirateur du nazisme confirmait l'abâtardissement biologique des Méridionaux :

Zone sud, peuplée de bâtards méditerranéens, de Narbonoïdes dégénérés, félibres gâteaux, parasites arabiques que la France aurait eu tout intérêt à jeter par-dessus bord. Au-dessous de la Loire, rien que pourriture, fainéantise, infect mélange négrifié²⁹.

25. Bruno Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 112.

26. Pierre Grison, *La Grande Guerre d'un lieutenant d'artillerie*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 255.

27. Service Historique de la Défense, 19 N 46 (S).

28. Louis-Ferdinand Céline, *L'école des cadavres*, Paris, Denoël, 1938, cité par Pierre Birnbaum, *La France aux Français*, Paris, Seuil, 1993, p. 207.

29. Cité par Jacques Ruffié, *De la biologie à la culture*, Paris, Flammarion, 1976, p. 527.

Mais il ne s'agit plus là que de l'écume d'un racisme revivifié par la fascination nazie. Depuis la Grande Guerre, Daudet a repris le pas sur Drumont, Barrès, Delafosse et compagnie, sur tous ces nationalistes « fin de siècle » qui voyaient dans le Méridional le contre-type du bon Français. Le Méridional est redevenu ridicule et ne fait plus peur. Sur les traces de Montesquieu et de sa théorie du climat par laquelle les Méridionaux sont fatalement indolents à cause de la température plus élevée, le prix Nobel de médecine Alexis Carrel s'efforce d'expliquer scientifiquement ce comportement si étrange de l'homme du Sud, la recherche du moindre effort, l'éloquence facile et la vantardise permanente. Il trouve une réponse à caractère climatique qui nous ramène subitement au XVIII^e siècle :

Peut-être une trop riche lumière amène-t-elle à la longue une diminution de la sensibilité et de l'intelligence. Nous ne devons pas oublier que les races les plus hautement civilisées, les scandinaves par exemple, ont la peau blanche, et vivent depuis beaucoup de générations dans un pays de faible luminosité. En France, les populations du nord sont bien supérieures à celles des bords de la Méditerranée. Les races inférieures habitent généralement les régions où la lumière est violente et la température moyenne élevée. On dirait que l'accoutumance des hommes blancs à la lumière et à la chaleur se fait aux dépens de leur développement nerveux et mental³⁰.

Rien de nouveau sous le soleil du Midi, si ce n'est la diffusion des histoires de Marius et Olive et l'identification progressive des Méridionaux aux modèles que le nord a donné d'eux. À force, ils ont fini par ressembler à leur caricature, que les pagnolades se chargeront en retour d'ancrer dans le pays. La vision d'une région est ainsi le produit d'un drôle de jeu de miroir où l'image se projette autant qu'elle se reflète.

Éternellement complexé, extrêmement susceptible et sensible au souvenir de la guerre, le Midi se réjouit enfin quand les Lorrains eux-mêmes décident de rendre hommage au 15^e corps en lui élevant des monuments. Le premier édifice commémoratif à voir le jour sur l'ancien champ de bataille n'est cependant pas dû aux Lorrains mais à deux Gardois en deuil qui ont ouvert une souscription pour construire un monument honorant ceux qui, comme leurs fils, sont tombés dans la région de Dieuze. Le 22 août 1926, un arc de triomphe est donc inauguré au sein de la nécropole de Vergaville rassemblant les corps de 1161 soldats. Sous cet arc, portant la simple inscription « Aux soldats français du 15^e corps 19-20 août 1914 », une sculpture représente une Lorraine tenant dans ses bras un fantassin expirant. Le 16 août 1936, en revanche, un monument voit le jour à Bidestroff, au point le plus avancé de la II^e armée où le 15^e corps dut affronter le déluge d'obus. Il est dû à l'initiative d'un Lorrain, le prêtre de la paroisse, qui a lancé une souscription afin de saluer les 1204 morts tombés ici même pour libérer le pays mosellan annexé depuis quarante ans. Neuf croix partent du sol et se prolongent par un obélisque qui s'achève par Saint-Michel, le patron de Bidestroff, les deux bras levés vers le ciel, offrant les soldats du Midi en holocauste. Au pied du monument,

30. Alexis Carrel, *L'Homme cet inconnu*, Paris, Plon, 1935, p. 256.

des délégués provençaux ont déposé de la terre de Saint-Rémy-de-Provence et l'abbé Friang a apposé cette plaque :

Mère, voici vos fils qui se sont tant battus,
Qu'ils ne soient pas jugés sur une basse intrigue.
Qu'ils soient réintégrés comme l'enfant prodigue
Qu'ils viennent s'écrouler entre les deux bras tendus.

Voilà pour une fois un témoignage de reconnaissance sincère et désintéressé qui va droit au cœur de tous les combattants du 15^e corps. Mais c'est à Vassincourt, le 6 août 1939, qu'a lieu la plus grosse cérémonie en hommage aux troupes méridionales. En septembre 1914, alors que le sort de la France se jouait pendant la bataille de la Marne, les Allemands lancèrent de furieuses offensives sur ce plateau qui ouvre le chemin de Bar-le-Duc, à la charnière entre les II^e et III^e armées. Détaché de l'armée de Castelnau et confié à celle de Sarrail, le 15^e corps répliqua par des contre-offensives acharnées du 7 au 10 septembre. Le 11, il entra dans la ville, ou plutôt dans ce qu'il en restait, tandis que l'armée allemande se repliait, battue. La décision d'ériger un édifice en ce lieu, et de façon officielle, permettait d'éviter de rappeler l'affaire empoisonnée de Dieuze pour vanter un épisode de la glorieuse bataille de la Marne. Simple dans sa conception, le monument consiste en une sorte de colonne surmontée d'une urne funéraire remplie de terre de Provence. Sur les côtés, de nombreuses plaques sont fixées. L'une rappelle l'ordre de Joffre, le 6 août 1914 – « se faire tuer sur place plutôt que de reculer » – et une autre celui de Sarrail au général Carbillat, commandant les Niçois de la 29^e division : « Il me faut Vassincourt à tout prix. Attaquez-le tant que vous aurez un homme et jusqu'au sacrifice complet ». Le président du Conseil Édouard Daladier, le maréchal Pétain, l'évêque de Verdun, de nombreux parlementaires de la Meuse et de Provence assistent à la cérémonie. L'écrivain et ancien-combattant Jacques Péricard y prononce un discours plein d'emphase où cet exagérateur qui n'est pourtant pas du Midi ne craint pas d'affirmer que les Provençaux en se sacrifiant devant Vassincourt ont empêché que les Allemands ne prennent Bar-le-Duc puis ne s'emparent de Verdun. Les lâches étaient maintenant devenus des héros.